

DIALOGUE SOCIAL

PSE : LES SALARIÉS DE L'AFPA À CONTRE-COURANT DES SYNDICATS

61,3% des répondants à une enquête lancée par la CFE-CGC de l'Afpa souhaitent qu'une négociation s'engage sur le PSE à venir et la redéfinition du modèle organisationnel de l'agence. Ce que les syndicats majoritaires refusent.

Le conflit à l'Afpa s'enkyste après la présentation, mi-octobre, du plan de réorganisation de l'agence, jugé inacceptable par la majorité des organisations syndicales. Selon le projet de PSE présenté par la direction en octobre dernier, la réorganisation de l'opérateur se traduirait par la suppression de 1 541 postes (dont 600 départs en retraite favorisés), le redéploiement de 454 autres et la fermeture de 38 établissements Afpa en régions (13 centres de formation et 25 sites détachés). En compensation, 603 nouveaux postes « sur de nouvelles compétences » (notamment concernant la formation digitale)

et 2017, l'Afpa a vu ses effectifs fondre de 12 000 à 7 000 collaborateurs. Pour retaper l'Afpa, Muriel Pénicaut appelait, en avril dernier, à un « plan stratégique de long terme » pour la recentrer sur « ses missions de services publics ». Un plan qui passe notamment par le PSE proposé par la direction (le « livret 1 » du plan de réorganisation), mais aussi par une réorganisation du modèle de l'Afpa (son « livret 2 »). Problème : cinq organisations syndicales sur les six présentes au sein de l'agence (CGT, CFDT, FO, CFTC et SUD) refusent catégoriquement de le négocier et jouent la politique de la chaise vide. Littéralement. « La

acteurs de la formation (Greta, CFA de branches, organismes privés...).

CONSULTATION

Et les salariés, qu'en pensent-ils ? Pour tenter de le savoir, la CFE-CGC a lancé, le 19 novembre, une consultation par Internet pour recueillir leur avis. Tenue sur une seule journée, elle aura généré 1 635 réponses. Soit un peu plus d'un septième de l'effectif. Résultat : 61,3% des répondants (1 003 salariés) souhaitent voir l'ouverture de négociations sur les livres 1 et 2 du plan de réorganisation. 8,5% veulent que les négociations ne concernent que le premier volet et 1,3% uniquement le second. Enfin, 28,8% refusent toute discussion. « Compte tenu de notre couverture géographique de 70% et du fait que les salariés travaillent, nous estimons qu'il y a eu ce jour-là un raz-de-marée en faveur du oui », indique André Thomas qui reconnaît cependant que si la consultation s'était étendue sur un temps plus long, le rééquilibrage en faveur du « non » aurait sans doute été plus important. « Mais cela démontre que les salariés n'en peuvent plus du statu quo », ajoute-t-il. Cette consultation suffira-t-elle pour autant à ramener les autres syndicats dans le jeu ? Rien n'est moins sûr puisque la CGT, FO et SUD ont d'ores et déjà fait appel aux services de Fiodor Rilov, l'avocat des Goodyear d'Amiens, pour faire casser le projet de la direction devant les tribunaux... ♦

BENJAMIN DALGUERRE

61,3% des salariés répondants souhaitent voir l'ouverture de négociation sur les livres 1 et 2 du plan de réorganisation.

seront créés. Un plan social d'une ampleur jamais vue dans l'histoire de l'ex-Association pour la formation des adultes, devenue Epic (Établissement public à caractère industriel et commercial) en 2017. Conséquence du coup de rabot récent sur les opérateurs publics de l'emploi prévu dans le PLFSS 2019, mais aussi de dix années de turbulences financières qui ont touché l'Afpa de plein fouet, obligeant l'agence à geler les salaires de ses salariés depuis 2012 et à ne pas remplacer les partants dans le cadre d'un « plan d'économie » entamé en 2014. Entre 2007

première réunion de négociation était planifiée le 7 novembre... elles ne s'y sont pas présentées », résume André Thomas, président du syndicat CFE-CGC de l'Afpa, seule organisation prête à entamer des discussions. Une continuité dans la démarche du syndicat des cadres qui, depuis trois ans, appelle à un « plan Marshall RH » pour l'agence afin de rénover « une structure RH vieillissante » et inadaptée aux enjeux des nouveaux modes de formation (notamment digitaux). Selon ce scénario, l'Afpa serait à même de mutualiser ses plateaux techniques et ses savoir-faire avec d'autres